

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
17 au 23 avril 1997



10,00 F

## Vers un front social ?

**L**A FUITE EN AVANT DU TOUT libéralisme, avec ses conséquences de plus en plus dramatiques, crée les conditions d'une remobilisation de masse dont le mouvement de décembre 1995, la grève des routiers, la lutte des sans-papiers et celle des maîtres-auxiliaires notamment illustrent à la fois les potentialités et les limites. Ces mouvements recèlent des aspects positifs si on se place dans une perspective de transformation sociale :

véables à volonté qui subissent impôts et prélèvements ; les fonctionnaires mal payés qu'on présente comme des nantis. L'intransigence et l'arrogance du patronat, le cynisme des politiciens redonnent consistance et pertinence à la lutte des classes. Mais la contestation n'a ni la cohérence stratégique ni l'utopie mobilisatrice qui animent les révolutions. Même s'ils sont porteurs de ferments critiques « contre le système » et de pratiques réellement démocratiques, ces

mouvements sans perspectives autres que le retour de la social-démocratie au pouvoir, avec Le Pen dans ses bagages. Pourtant, chacun sait que le réformisme ne veut pas et ne peut pas rompre avec le capitalisme dans lequel il ne peut du reste trouver aucune marge pour appliquer une politique d'urgence. Les promesses d'un Jospin ne laissent planer aucun doute : une nouvelle expérience social-libérale, même appuyée par la « gauche de la gauche » débouchera sur un nouvel échec et laissera cette fois-ci la porte grande ouverte à une solution de type fasciste incarnée par le Front national.

L'ascension du FN et la réaction triomphante se sont construites sur la défaite de la gauche institutionnelle et sur le recul du mouvement social et syndical largement compromis avec la gauche d'Etat alors au pouvoir. Le fascisme se construit avant tout dans un contexte de désespoir, de frustration et de dépolitisation. Ajoutez à cela le triomphe de l'idéologie libérale : individualisme, guerre de chacun contre tous... A remarquer aussi le rôle malaisé joué par les institutions bourgeoises : l'Etat, qui favorise le patriotisme et le nationalisme pour renforcer la « cohésion nationale », la démocratie parlementaire et la délégation de pouvoir qui favorisent grandement l'électoratisme et donc la démagogie au détriment du débat d'idées. C'est dans ce contexte que s'est développé le FN, mais c'est aussi parce qu'il est devenu un parti militant largement financé par certains secteurs capitalistes. C'est ainsi que l'extrême droite a pu gagner un auditoire croissant. Le vote FN tend également à devenir un vote d'opinion et non plus seulement un vote protestataire. Face à ce danger, la classe politique a réagi diversement, mais en adoptant des stratégies politiciennes absolument inefficaces.

### Les stratégies anti-FN

Diaboliser Le Pen, pour le marginaliser ? Il a beau jeu alors de proclamer partout qu'on le persécute, que ses idées « dérangent ». De plus, c'est s'attaquer à la personne et non aux idées qui gangrèment la société. Briser l'effet Le Pen en le banalisant ? Le problème est que depuis longtemps ses idées ont été banalisées par la gauche comme par la droite. Durcir la loi antiraciste de 1972 et tenter des procès ? Cela ne règle que les débordements verbaux haineux mais

en aucun cas l'essentiel du problème. Créer un « front républicain » ? Là encore, on se résigne à ne pas combattre les idées et on se contente de verrouiller les institutions par des alliances électorales allant du PCF au RPR. Le front républicain, non seulement ne résout rien mais, en plus, renforce le confusio-nisme droite-gauche et cautionne le discours de Le Pen selon lequel il est « le seul recours face à l'establishment décadent ». Appliquer les idées du FN ? Non seulement c'est une politique infâme (celle des lois Pasqua et Debré), mais en plus, cela ne fait que conforter l'électorat lepeniste dans ses certitudes. Dissoudre le FN parce que c'est un parti anticonstitutionnel ? Nous retombons dans la logique de diabolisation, et nous conférons en même temps au FN une auréole « révolutionnaire » de victime. Le parti d'extrême droite qui renaitrait le lendemain, sous un autre nom, aurait encore multiplié son audience. Tout cela ne constitue, de toute façon, qu'une résistance formelle. C'est pourquoi ces choix stratégiques n'ont aucune efficacité. Certains ont déjà échoué, d'autres sont inacceptables.

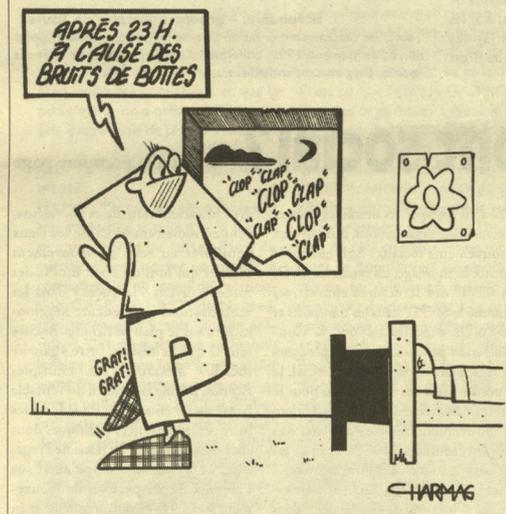
En fait, le meilleur obstacle au FN, ce n'est pas le « Front républicain » ou une législation plus sévère, c'est un mouvement social qui se dote progressivement d'un projet alternatif de société. Le

mouvement social bat le FN sur son terrain. Là où le FN pousse à la résignation, à la frustration, à la haine, à l'exclusion, à la démagogie, le mouvement social propose la lutte collective, la solidarité, la démocratie des assemblées générales, l'espoir. Au slogan « immigration zéro », il oppose le slogan « chômage zéro », remet en cause le rapport au travail. A la haine contre les immigrants, il oppose la lutte contre la classe capitaliste. Le FN est un parti anti-ouvrier, s'opposant aux droits syndicaux et au droit de grève. Face au mouvement social, il ne peut que se taire. Décembre 1995 l'a prouvé : Le Pen n'a pu que rester silencieux ou se compromettre en vilipendant les grévistes. Il faut combattre le fascisme sur le terrain économique et social et non sur celui des bons sentiments car une condamnation morale du FN sera, pour l'électeur en perte de repères, en décalage avec les solutions concrètes que lui propose démagogiquement Le Pen.

### Optimisme de la volonté

Il faut donner des perspectives au mouvement social, non pas par des négociations interminables et vaines avec les états-majors de la gauche institutionnelle mais en étant les acteurs déterminés d'un « front » ●●● page 2

### FAUT-IL INTERDIRE LE F.N. ?



réduction significative du temps de travail avec création d'emplois, redistribution des richesses, défense du service public et des droits sociaux élémentaires que sont le logement, la santé et l'éducation, lutte contre le chômage, la précarité et les exclusions, rejets du racisme. Ils ont montré à la classe politique que bon nombre de travailleurs, des jeunes, des femmes, toutes sortes d'individus et de collectifs pouvaient vaincre la léthargie et redevenir acteurs de la vie sociale à travers les manifestations, les grèves, les occupations diverses, les caisses et concerts de solidarité, les assemblées générales décisionnelles. Ils ont également marqué le soutien de beaucoup à ceux que cette société écrase : les exclus et tous les précaires - Français ou non -, les jeunes sans avenir à qui l'on refuse les moyens de vivre décemment ; les travailleurs du privé licenciés et cor-

mouvements restent sans perspectives déclarées et adoptent une position essentiellement défensive. Les conflits se durcissent, mais l'action syndicale ne semble pas toujours à la hauteur. Les routiers puis les maîtres-auxiliaires ont posé la question de l'élargissement de leur lutte à d'autres professions. Si cette option est celle des syndicats SUD, de la CNT, de certaines structures de bases de la CGT et souvent de la « CFDT en lutte », elle se heurte au refus des états-majors qui en appellent à l'unité et à la mobilisation, mais sur le terrain ne font rien ou pas grand chose pour faciliter l'interprofessionnalisation des conflits, premier pas vers une grève générale. En réalité, les bureaucraties syndicales jouent le *statu quo* afin de laisser les

ISSN 0026-9433 - N° 1080



Retrouvez  
la Fédération anarchiste sur le web  
Radio libertaire, le Monde libertaire  
<http://www.altern.org/fa>

## EDITORIAL

« A Versailles ! A Versailles ! ». Peut-être les quelques trois cents manifestants qui investirent l'ancienne cour pensaient-ils à ce peuple qui, poussé par la faim et l'habileté d'une bourgeoisie avide de pouvoir, étaient allés chercher le roi et sa famille en ces mêmes lieux, le 6 octobre 1789.

Les siècles passent mais la misère, elle, se ressemble toujours. Et il se trouve toujours de petits malins pour l'utiliser à fin de pouvoir. L'idée de créer un « observatoire des richesses », si elle semble a priori sympathique n'en porte pas moins en elle une autre idée, moins sympathique, celle-là : pour observer les richesses, encore faut-il les entretenir. Et qui observera les observateurs ? Et les observateurs des observateurs ? et les observateurs des observateurs des... Et puis, la richesse, elle commence où ? La misère, c'est clair, c'est facile, ça se laisse gérer, ça se remarque. Mais la richesse ? A quoi la reconnaît-on ? S'il ne s'agissait que de signes extérieurs, il y a beau que le fisc en aurait fait ses choux gras. Depuis l'avènement du jean, la distinction entre riches et pas trop pauvres est délicate à établir. Sans parler de l'enfoncement de la ligne de démarcation réalisée par les établissements de crédits. Car, n'écoutez donc pas toujours les conneries des anciens, on ne prête pas qu'aux riches. Au contraire, pourquoi se passer d'un tel instrument de contrôle ?

Quel que soit l'objet de son observation, un observateur est un flic. En fonction des raisons qui l'animent, il finira à la Gestapo, au Guépéou ou, s'il a de la chance, esclave dans une préfecture avec un contrat de survie à deux mille balles par mois.

Et puis notre but n'est pas d'appauvrir les riches mais d'enrichir les pauvres à moins qu'il existe des individus qui ne veulent pas de la richesse...

Pour finir, ça sent la diversion : pendant qu'on prends des coups de bidule à Versailles, on ne fait pas chier les touristes dans la Capitale. Tout n'est pas perdu pour tout le monde.

Compagnons, les rois ne sont plus à Versailles, c'est partout, à commencer par l'endroit où nous (sur)vivons, qu'il faut nous battre.

FOP 2520

# La victoire des anti-IVG sur la RU 486

**A**NNONCÉE LE 8 AVRIL DANS LES MÉDIAS, la nouvelle déroute. Comment les anti-IVG ont-ils réussi à faire abandonner au laboratoire Roussel-Uclaf la fabrication et la commercialisation de la pilule abortive RU 486? Petite explication.

Il semble tout d'abord primordial de revenir sur les méthodes de lutte des anti-IVG contre la RU 486. Pour cela, il nous est très facile d'en trouver tous les détails dans l'excellent bouquin de Fiammetta Venner, *L'opposition à l'avortement*: « En 1988, les internationales anti-avortement décident de freiner l'exportation de la RU 486, la pilule abortive, hors de France, et de boycotter les autres produits du laboratoire Roussel-Uclaf qui la produit. L'initiative est prise en France par l'AOCFA (Association pour l'objection de conscience à toute participation à l'avortement) qui recommande à ses adhérents d'acheter une action de Roussel-Uclaf et de Hoescht, son partenaire allemand. Pendant que se déroule l'AG, une manifestation extérieure est organisée par l'AOCFA. Les militants de La Trêve de Dieu y contribuent très vigoureusement depuis 1990. Le dernier projet de La Trêve de Dieu "Stop the French pill RU 486" est destiné aux groupes des États-Unis, du Canada et d'Australie. Le 21 juin, date de l'AG de Roussel-Uclaf, est devenu depuis 1992 une journée de protestation internationale contre cette société (...) Boycoter Roussel-Uclaf est une priorité pour les militants "provie". L'achat d'actions et le trouble provoqué pendant les Assemblées générales a pu amener certains d'entre eux à croire qu'il y avait une chance de faire abandonner au laboratoire la production de la RU 486. »

Aujourd'hui, on dirait plutôt que les mobilisations et le trouble provoqué pendant les commandos anti-IVG ont pu amener certains d'entre nous à croire qu'il n'y avait aucune chance de faire abandonner au laboratoire la production de RU 486. Fiammetta Venner avait l'air de nous dire qu'il est inévitable que Roussel-Uclaf abandonne un jour la RU sous la pression des anti-IVG.

A nous aussi, parfois, il nous a semblé impossible, en voyant que sont les militants anti-IVG, qu'ils puissent gagner une bataille telle que celle-ci. C'est vrai qu'en France, ils font plus pitié que peur. Peut-être avons-nous oublié, dans le feu de nos actions que ceux que nous voyons dans les commandos ne sont pas seuls mais qu'ils sont vigoureusement soutenus par leurs homologues américains, l'Opus Dei et l'extrême droite, qu'ils ont de nombreux partenaires dans la classe politique. Mais plus que tout, ce qui a fait qu'ils ont gagné, c'est qu'ils ont joué avec les armes qu'imposent un système capitaliste. Cela démontre une fois de plus que ceux qui dirigent et régissent nos vies ne sont pas ceux auxquels va la majorité des votes. Ceux qui vont, dans ce cas précis, décider de la politique à suivre en matière de contraception, d'avortement et de libre choix des femmes à mettre au enfant au monde, nous le voyons aujourd'hui, ce sont les entreprises, qui soucieuses d'amasser le plus de profit possible préfèrent céder aux pressions financières de fachos que de faire en sorte que la pilule abortive, une des avancées en matière d'émancipation féminine perdure.

Bien sûr, nous annonçons, rassurants, les médias, la commercialisation de la RU 486 n'est pas menacée. C'est-à-dire, qu'elle est toujours commercialisable. Mais quelle entreprise laborantine est prête à prendre en charge sa commercialisation, en sachant pertinemment que sous peu, les anti-IVG organiseront l'offensive contre elle? On peut aisément imaginer que si un groupe tel que Roussel-Uclaf cède, les autres ne résisteront pas longtemps. Si toutefois un laboratoire le faisait, à quel prix commercialiserait-il la pilule, devenue marchandise précieuse, du fait des polémiques qui continuent à l'entourer, dix-sept ans après sa découverte? La bataille contre la RU 486 était une des luttes les plus importantes pour les anti-IVG. Souvent assimilée au Zyklon B dans leurs textes, tracts et déclaration, elle leur a permis de retourner l'insulte de nazi à ceux qui s'opposait à eux: « Si les fœtus sont [assimilés à] des juifs, et leurs défenseurs [à] des Justes et des résistants, il va de soi que les défenseurs du droit à l'avortement – leurs ennemis – sont des nazis ».

De plus, cette comparaison leur a également permis de relativiser le génocide juif: « pour les opposants à l'avortement, les juifs persécutés sont d'anciennes victimes d'un holocauste dépassé. Les nouvelles victimes du nouvel holocauste, i. e. les fœtus victimes de l'avortement. Par le nombre de ses victimes [...], ce nouvel holocauste relativise l'ancien. Mais qui sont ces nouveaux bourreaux? On apprend qu'il existe un complot ourdi contre la famille, une conspiration dont l'avortement et la contraception seraient les fers de lance et dont les acteurs seraient, de préférence, des juifs, l'avortement est donc un génocide perpétré par les juifs contre la race blanche (sic); si les juifs sont en position de persécuter une nouvelle catégorie de victimes, c'est donc qu'ils ont survécu; s'ils ont survécu, c'est donc qu'ils n'ont pas été exterminés... Donc, les nazis n'ont pas tué de juifs. CQFD. »

Si nous repreneons volontiers, en tant que militants, que leurs avancées sont faites de reculs, il est grand temps que nous avançons à nouveau, et de manière significative. Se battre pour la préservation d'un droit ou d'une loi comme la loi Veil sera toujours beaucoup plus aisée que de lutter contre « les lois du marché ». Il n'est plus besoin de rappeler la piètre éthique d'une entreprise. Que ce soit lors de licenciements ou comme ici d'arrêt de commercialisation de la RU 486, ce qui préoccupe les patrons, c'est le profit, pas le bien être de la population. Une fois de plus, nous voyons comment fonctionne la machine capitaliste: une fois de plus nous voyons que les foyers de lutte, qu'ils soient féministes, en faveur des sans-papiers, regroupant des chômeurs ou des salariés ne peuvent plus être morcelés. Au contraire et de plus en plus, il nous faut avoir et donner une vision globale, seule capable de remettre en cause les inégalités qu'engendre le capitalisme.

Stéphanie. – groupe libertaire de Tours

Toutes les citations sont tirées du livre de Fiammetta Venner *L'opposition à l'avortement*, 1995, collection Pensée politique et sciences sociales, Berg international éditeurs.

## Vers un front social?

suite de la première page

social de l'égalité et de la solidarité». Par ailleurs, se cantonner à un discours antilibéral sans articuler ce discours avec la nécessité d'une alternative anticapitaliste serait un choix politique insuffisant et dangereux. Faire l'impasse sur la nature capitaliste du néo-libéralisme, c'est favoriser une fois de plus l'illusion réformiste alors que l'expérience historique de la gauche au pouvoir démontre son échec. Ainsi, proposer une nouvelle illusion, c'est prendre une grave responsabilité dans la mise sur pied d'une stratégie qui conduit à l'impuissance et laisse, de fait, l'espace politique de fait « rupture » aux seuls fascistes. C'est pourquoi il faut nous démarquer clairement des tentatives d'une nouvelle union de la gauche qui, encore une fois, risque de désarmer le mouvement social en laissant aux fascistes l'espace de la « réaction offensive ».

Un peu à l'image du Front zapatiste mexicain, nous pensons qu'il est nécessaire de construire un front social mettant en relation les syndicats de lutte, les mouvements contre les exclusions, les intellectuels et les artistes solidaires des combats de notre époque, les associations engagées sur le terrain et les jeunes marginalisés, à condition que l'esprit de chapelle et les rumeurs infamantes cèdent la place à l'action collective concrète et aux débats d'idées ouverts.

On a vu émerger ces dernières années, de nouvelles organisations, de nouveaux mouvements sociaux: Agir ensemble contre le chômage, les syndicats SUD, la CNT, des structures combattives comme le SNPIT dans les transports et le SNUI dans les impôts, la Confédération paysanne, les États généraux et régionaux du mouvement social, la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et la contraception, le mouvement des sans-papiers, Ras l'Front, le Réseau No Pasaran et les réseaux de soutien à la lutte zapatiste... Bref une sorte de « gauche sociale » – même si le terme de gauche peut, dans l'après Mitterrand, en rebouter plus d'un – une gauche sociale encore floue et éparpillée mais distincte de la gauche institutionnelle en crise.

Bien sûr, les forces politiques qui ont des relais institutionnels rassurent généralement plus les gens en lutte. Mais il existe cependant aujourd'hui un espace important pour un mouvement politico-social capable de contester la mainmise du FN sur la notion de rupture

avec la société actuelle et ses valeurs, tout en remettant en cause les vieux équilibres au sein du mouvement ouvrier qui font du PS et du PC des forces souvent « larguées » dans les mobilisations mais encore hégémoniques sur le plan politique. Encore faut-il que de réseau, cette « gauche sociale » naissante, aux multiples facettes, prenne la forme d'un véritable front social en mesure de fédérer les luttes et les exigences politiques dont elles sont porteuses. Le fascisme s'organise. Le FN se développe aussi sur l'absence de perspectives du mouvement social. De même qu'en Italie et en Allemagne, fascisme et nazisme ont gagné sur la base des défaites du mouvement ouvrier. Le futur est donc lourd de menaces. Face à cela, il est inconcevable que nous restions spectateurs. Alors, Front national ou front social de l'égalité et de la solidarité? La course de vitesse est engagée. Au pessimisme de l'intelligence doit succéder l'optimisme de la volonté.

Comité Chiapas de Lille

### Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal  
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CREANCIER PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)	
NOM _____ Prénom _____	N° _____ Rue _____
Code postal _____	Localité _____
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)	
NOM _____ Prénom _____	N° _____ Rue _____
Code postal _____	Localité _____
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER	
Etabis. Codes Guichet	N° de compte

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date \_\_\_\_\_  
Signature obligatoire \_\_\_\_\_

IMPORTANT: merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

### Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_ A partir du n° \_\_\_\_\_ (inclus).  
Chèque postal  Chèque bancaire   
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication: André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

### Souscription Monde libertaire

Février 1997: Bouillard, Barthelemy, Gueit, Joly, Ughetto, Guillouneau, Martin B., Gaudin, Bray, Sanguinet, Guyader, Varenne C., Urlacher P., Groupe de la Villette, Geoffrey L., Claude E., Boucher: 60 F.  
Total = 1020 F.

Mars 1997: Adde, Neel: 210 F; Bes: 200 F; Cayzac: 100 F; Sanguinet: 95,50 F; Bellaton M., Combes P., Ronco, Guillet, Gourdon, Garcia, Maillot, Chauvin, Blanc P., Tetat, Rochard-Labasle, Sebastianof, Pignot P., Fontaine C., Callemard: 60 F.  
Total = 2615,50 F.

# Encore un procès de la solidarité

Monique et Hervé Richard, militants du GASPROM-ASTI de Nantes (Groupement Accueil Service et Promotion, Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés), ont été condamnés le 6 septembre dernier à quatre mois de prison avec sursis et 3000 F d'amende chacun pour avoir établi un « faux certificat d'hébergement ». Hervé a bien voulu répondre à nos questions.

**ML: Quel est le fond de l'affaire?**

**Hervé:** En mars 1995, j'ai aidé une personne de nationalité camerounaise à résoudre ses difficultés d'obtention d'une carte de séjour. En tant que parent d'enfant français, il pouvait obtenir de plein droit une carte de résident. Son problème était de ne pas avoir de domicile stable et donc aucun moyen de justifier d'un domicile auprès de la Préfecture. Je lui ai donc proposé de l'héberger. Et je lui ai fourni une attestation d'hébergement et trois factures d'électricité grâce auxquelles il a pu compléter son dossier en Préfecture et obtenir quelques semaines plus tard sa carte de séjour. Or, il n'est pas venu chez nous pour y passer, ne serait-ce qu'une nuit, bien qu'il aurait été bien reçu. Par une histoire assez compliquée que je ne détaillerai pas ici, ce certificat est arrivé entre les mains de la Justice, pour qui « il s'agit d'un faux certificat, émis délibérément en vue d'obtenir de manière indu des documents administratifs ». C'est officiellement pour cela que nous avons été condamnés et que la personne qu'on a prévu d'héberger, a pris quatre mois de prison ferme.

**ML: Pourquoi dis-tu officiellement?**

**Hervé:** Parce que nous avons le sentiment que la police et la Justice se sont servies de cette affaire de certificat pour porter un coup à la combativité et au moral de l'association GASPROM-ASTI de Nantes, association dont je suis l'ancien président. Cette association assez turbulente était dans le collimateur des autorités administratives (la préfecture), policière (la DICCILEC) et judiciaire (le Parquet de Nantes) depuis plusieurs années. Fin 1994, avec un grand nombre d'organisations nantaises, le GASPROM avait participé à une manifestation devant le commissariat central de Nantes où se trouve le centre de rétention du Grand Ouest de la France. Cette manifestation avait pour but de pro-

tester contre l'atteinte au droit d'expression et le procès fait au président d'une autre ASTI à Orléans, Jean-Pierre Perrin: il avait rédigé un tract contre la rétention des étrangers où il faisait un parallèle entre la situation actuelle faite aux étrangers et celle des années qui ont précédé la seconde guerre mondiale. Pasqua avait porté plainte pour « diffamation publique envers la police ».

**ML: Il y a eu aussi la question des domiciliations à des demandeurs d'asile.**

**Hervé:** Effectivement, quand un demandeur d'asile arrive en France, il n'a en général aucune attache. C'est pourquoi des associations ou des avocats peuvent, en toute légalité, domicilier ces demandeurs. Cette domiciliation était une domiciliation administrative, c'est-à-dire une boîte à lettres où les personnes domiciliées peuvent recevoir leur correspondance, notamment celle de l'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et apatrides). C'est ce que faisait le GASPROM et d'autres organismes à Nantes. Mais vers la fin de l'année 1994 et le début de l'année 1995, il s'est trouvé que le nombre de demandeurs d'asile domiciliés auprès du GASPROM a considérablement gonflé, essentiellement parce que l'adresse était de plus en plus connue, notamment de Roumain(e)s (plusieurs centaines en quelques mois). Cela déplaisait évidemment à la préfecture, qui se plaignait d'être engorgée et la police, pour qui cet afflux de Roumains posait des problèmes d'ordre public. En avril 1995, je fus convoqué devant un inspecteur de la DICCILEC pour répondre (déjà) d'un problème de « faux certificats de domiciliation », à partir de contradictions de dates sur des certificats de domiciliation détenus par deux demandeurs d'asile roumains. L'affaire n'avait pas eu de suite à l'époque, soit parce que les éléments matériels à charge étaient insuffisants, soit

parce que la mobilisation avait fait reculer les magistrats. Toujours est-il que les administrations de l'État en ont gardé une certaine rancune vis-à-vis du GASPROM.

**ML: Il y a donc un problème politique derrière votre condamnation?**

**Hervé:** C'est le moins qu'on puisse dire. Il y a un enjeu d'intimidation: par cette condamnation, c'est la remise en cause du droit à la solidarité dont il s'agit. Nous apprenons qu'après ce jugement, à Nantes aujourd'hui, des particuliers, militants ou pas, prennent peur, hésitent à venir en aide à des étrangers en situation irrégulière ou régulière.

Avec la loi Debré qui dit multiplication des pièces à fournir pour héberger quelqu'un (en début et fin d'hébergement), dit forcément progression des attaques de la part de la Justice pour faux certificat. Car en plus de la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, la police et la Justice sont rompues aux procès pour faux et usage de faux. Les politiques de droite et de gauche, qui sont quand même les principaux responsables de cette situation, ont préparé médiatiquement le terrain en s'en prenant successivement, aux « faux demandeurs d'asiles », aux « faux étudiants étrangers », aux « mariages de complaisance ». Ce travail de communication préparait le terrain à un durcissement du droit des étrangers, de la même manière que les discours du ministre mitterrandien Charasse contre les « faux chômeurs » prédisaient des attaques contre les prestations aux personnes sans travail.

On voit le résultat aujourd'hui: les exclus sont de plus en plus nombreux, les idées racistes se propagent, les étrangers se sentent rejetés.

**ML: et les militant(e)s sont criminalisé(e)s...**

**Hervé:** c'est vrai, et cela dans tous les domaines où des gens, pas toujours militants, veulent dépasser les contraintes fixées par l'État. L'État utilise de plus en plus de moyens de pressions juridiques, policiers, sociaux pour faire rentrer ces personnes dans « le droit chemin ». Cela passe par les attaques du droit

publics vient de paraître. c/o : Observatoire des libertés publiques, 7-9, passage Dagorno, 75020 Paris.

■ Du 9 au 30 avril, exposition ayant pour thème « les anarchistes ne votent pas. Pourquoi? » au Local anarchiste rennais, 9, rue Malakoff.

■ Le numéro 10 de La griffe vient de paraître, avec un dossier écologie (vache folle, canal Rhin-Rhône...). En vente 10 F. c/o La Griffe, 5, rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

■ Le numéro 56 du Bulletin d'information de la deuxième UR de la CNT vient de paraître. Il est gratuit. c/o : CNT/2<sup>e</sup> UR, B.P. 4, 75421 Paris cedex 09.

à l'hospitalité, contre des gens qui hébergent un ou une étrangère, originaire de pays du Tiers monde, mais aussi d'Europe, par exemple du Pays basque. Cela passe aussi par des pressions sur les parents pour obliger les jeunes à se faire recenser en vue des « rendez-vous citoyens », des attaques contre des personnes qui défendent le droit à l'avortement libre et gratuit, des atteintes au droit à la libre expression alors même que les leaders d'extrême droite distillent quotidiennement leur venin.

Bref, l'État qui est censé être « le garant des libertés » est surtout le garant de l'ordre moral. On peut dire que nous sommes aujourd'hui dans une phase de « normalisation ».

**ML: Vous prévoyez donc une mobilisation pour votre procès en appel?**

**Hervé:** Oui: notre procès en cour d'appel aura lieu à Rennes le 29 avril prochain à 14 heures. Pour l'instant, nous réfléchissons aux arguments à développer, mais nous comptons mobiliser sur le sujet du droit d'être solidaire, sur le fait qu'on a voulu aider quelqu'un à sortir de la spirale de l'exclusion: sans papiers, pas de travail, sans travail, pas de logement, sans logement, pas de papiers. L'accusation parle de « complicité d'obtention d'un avantage indu »: comment un titre de séjour pour un étranger peut-il être vu comme un « avantage »? La précarité serait-elle la normalité pour un étranger vivant en France?

C'est aussi ces questions qui se posent: plus que des questions de société, des questions de civilisation!

Propos recueillis par le groupe Milly Witkop (Nantes)

## Les poings dans nos poches crevées

12 avril 1997, aux quatre coins de l'Europe, des chômeurs se mettent en marche, depuis le cercle polaire ou depuis Sarajevo, du Maroc ou d'Irlande, ils se sont donné rendez-vous à Amsterdam le 14 juin. Ce jour là, devant la conférence intergouvernementale européenne, ils signifieront leur colère, leur révolte, leur désir d'une autre société.

Ces marches sont un défi au capitalisme, à sa toute puissance politique, économique et idéologique. Si ces marcheurs peuvent sembler dissemblables dans leurs revendications, certains en appelant au droit au travail, d'autres ayant pour mot d'ordre l'abolition du salariat, tous demandent la redistribution massive des richesses.

Le 1<sup>er</sup> mai verra l'abolition symbolique des frontières: hélas! il ne s'agira que des frontières européennes: hélas! ce ne sera que symbolique, mais pour nous qui refusons toutes les frontières, ce 1<sup>er</sup> mai sera une négation de tous ces nationalismes qui prétendent à nouveau coloniser l'imaginaire.

Ces marcheurs qui traverseront des villes dont les fascistes se croient les seigneurs, accueillis par ceux qui mènent le combat contre la peste auront à montrer que les luttes sociales ont à combattre toutes les formes de délire du capitalisme.

Ces marches, si elles signifient un refus de l'Europe de Maastricht et de Schengen, sont aussi un pied de nez aux récupérateurs sociaux-démocrates qui, jouant la carte d'une Europe sociale, sont prêts dans chaque pays à gérer l'exploitation, et visent, comme les libéraux, la construction d'un État européen, superbe outil d'un capitalisme sans frontières. Solidaires des Indiens du Chiapas, des luttes des salariés de Corée du Sud et d'ailleurs, les marcheurs signifient que l'internationalisme a resurgi, et qu'il est temps de dépasser la conscience morcelée de cette pseudo-identité européenne.

Coup de pied au cul au racisme, à la misère, ces hommes et ces femmes au long de leur parcours vont traverser villes et campagnes où la solidarité déjà se réinvente, et où s'imaginent d'autres liens sociaux.

Par delà les corporatismes, par delà les nouveaux leurreurs qui proposent syndicats ou partis sociaux démocrates, d'autres syndicats, des associations et des individus libres de toute attache, affirmant haut et clair la nécessité d'en finir avec le capital. Par delà les clivages politiques, les dogmes, vont se croiser des questionnements multiples.

Ceux dont nul nanti ne veut entendre la voix, ceux qu'on prend et qu'on jette, exploités avec ou sans papiers, ceux dont la conscience est la cible de toutes les crétinisations mercantiles, idéologiques ou religieuses, s'apprennent à se reconnaître plus nombreux encore, et plus déterminés qu'il y a trois ans.

Si certains ricanent en évoquant les anciens chemins de Saint Jacques de Compostelle, c'est qu'ils ne voient pas qu'ici ou là s'inventent de nouvelles formes du mythe libertaire, c'est qu'ils n'ont jamais su voir que l'horizon fermé de leur doctrine. Utopistes impatients d'éprouver que la vraie vie est ailleurs que dans l'idolâtrie du travail, de la marchandise ou de la patrie, les marcheurs tracent de nouveaux chemins initiatiques. Nous saluons ce mouvement, et nous en serons.

Le groupe de Paris du mouvement surréaliste  
Le groupe surréaliste de Stockholm  
Le groupe surréaliste de Leeds  
Le groupe surréaliste de Madrid

## En bref

■ On peut rencontrer des militants parisiens de la Fédération anarchiste chaque samedi de 14 à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

■ Le groupe de Toulouse de la Fédération anarchiste tient une permanence en son local chaque mercredi et jeudi de 18 à 20 heures. Athénée Albert Camus, 36, rue Cugnaux.

■ L'Anarcho n° 7, publication de l'association libertaire de Nice est paru, avec un dossier « Anarchisme et végétarisme ». c/o ADCL, B.P. 4171, 06303 Nice cedex 4. Son prix est libre!

■ Le numéro 30 de Que fait la police? (Bulletin d'information de l'observatoire des libertés

# Le Royaume-Uni, pays de Charles Dickens...

L'OCDE ET LE FMI CHANTENT les louanges du gouvernement anglais à cause des performances de sa politique économique, « exemplaire, aboutissement de stratégies extrêmement bonnes pour la santé de l'économie », en particulier la chute du chômage. De telles louanges méritent un examen un petit peu plus poussé.

Au plus bas de l'échelle sociale, on trouve sans doute aujourd'hui les SDF. Ils vivent dans une insécurité perpétuelle, souvent sans aide publique, dans un pays qui a connu des températures très basses cet hiver. Le nombre de SDF en Grande-Bretagne a doublé en vingt ans et certains politiciens se sont même aperçus que ça pouvait déranger les touristes. Ce sont ces personnes qui ne peuvent même pas s'offrir un ticket de loterie dans la Grande-Bretagne de M. Major.

Il y a une autre catégorie de personnes qui ne cesse de croître. Le pourcentage des enfants dépendant des aides sociales est passé de 7% en 1979 à 26% en 1994 dans le pays, et le nombre de personnes qui vivent officiellement en deçà du seuil de pauvreté (défini comme étant la moitié du salaire moyen) est passé de 5 millions en 1977 à 13,7 millions aujourd'hui (*The Guardian* 25/11/96). Parmi eux, il y aura les pensionnés (personnes vivant d'une pension) de M. Major dont à peu près la moitié devra faire face à d'énormes difficultés financières quand viendra la retraite (*Financial Times* 13/12/96).

C'est de leur faute bien sûr, d'après Ruth Lea, la chef de l'unité stratégique de l'Institut des directeurs (Institute of Directors), un groupement d'employeurs: « Il y a de plus en plus de preuves que les gens ne pensent pas au futur... Si le gouvernement entend sérieusement éliminer le fardeau des coûts sociaux qui pèsent sur le contribuable, il doit introduire des pensions obligatoires ». Espérons que nous pourrions tous nous les offrir pour que les patrons ne se sentent pas coupables, car ils ne veulent pas y contribuer.

Mais aussi, ce nombre de 13,7 millions montre du doigt la catégorie supérieure. Avec un nombre de chômeurs inférieur à deux millions, il y a donc beaucoup de travailleurs en deçà du seuil de pauvreté. Dans l'industrie, l'insécurité augmente avec des délais de renvoi parfois extrêmement courts et des périodes d'essais qui peuvent s'étendre sur deux ans. Il n'y a pas de restrictions quant aux contrats à durée déterminée et le nombre de contrats qui peuvent être signés entre l'employeur et son employé n'est pas limité. En plus de cela, il n'y a ni limitation de la durée hebdomadaire de travail, ni congés payés. D'après la banque Paribas (juillet 1996), « en 1995, à peu près 300 000 personnes gagnaient moins de 1,5 Livres de l'heure et à peu près 1,2 million gagnaient moins de 2,5 Livres ». La capitalisme international se mouille aussi. Les crypto-fascistes du parti du référendum prennent l'apparence

du borgne au royaume des aveugles et montrent du doigt Bruxelles quand Hyundai Electronics et le groupe LG - tous les deux de Corée - s'installent en se gavant d'une masse salariale à si bon marché que c'est le record européen. La Grande-Bretagne attire à la fois 40% des investissements japonais et américains en Europe et plus de la moitié des projets coréens et taiwanais. Dans *Le Monde Diplomatique* (février 1997), une employée interviewée dans une entreprise japonaise au Pays de Galles travaille de 8 heures jusqu'à 17 heures et pendant ce

temps doit répéter la même opération 10 000 fois. Cette opération peut être divisée en trois étapes différentes - l'opération entière dure trois secondes. La plupart des employés sont des femmes parce que les hommes ont les doigts trop gros. Cette employée gagne à peu près 2 Livres de l'heure. Elle s'estime satisfaite car ses amies ne gagnent que 1,5 Livre. Elles ont deux fois une pause de dix minutes, plus une « longue » pause de vingt-

cinq minutes. Elles ne demandent ni augmentation de salaire ni amélioration des conditions de travail. La compagnie a signé un arrangement avec le syndicat de l'entreprise et en dix-sept ans, il n'y a pas eu une seule grève. Il n'est pas très surprenant qu'avec ou sans l'union monétaire, les capitalistes européens viennent dans le pays afin de profiter de ces salaires extrêmement bas. Ils sont encouragés par le bureau d'investissement (Invest in Britain Bureau) qui explique aux investisseurs étrangers que « les réglementations sur les

Goldsmith est un superbe exemple du sommet de l'échelle sociale - les millionnaires. Parce que, depuis 1992, le nombre de millionnaires a doublé et est passé à 200 000. Surpris? Vous avez tort. Peut-être que, finalement, la caractéristique principale que l'on retiendra de la Grande-Bretagne de M. Major sera l'introduction de la loterie nationale en novembre 1994. Ça a été un succès réellement énorme - 1,5 milliard de £ en 1996 - que, le 5 février, un nouveau tirage était créé le mercredi pour passer au rythme de 2 tirages par semaine. Pour l'instant, la loterie a créé 600 millionnaires - plus de 50% de la croissance globale. Le corollaire de tout cela, bien sûr, est la croissance des paris en Grande-Bretagne. Depuis 1993, le pourcentage du PNB qui passe dans les paris a plus que doublé - une taxe volontaire, comme un membre de *Freedom* la qualifiait. Le nouveau tirage a pour mission de contribuer à hauteur de 20% au remplissage des coffres. Comme *The Economist* le dit (8 février), « La loterie a un effet perceptible sur l'économie et, de plus en plus, sur les élections ». Avons-nous parlé des élections? Il a été dit que plus de 90% de la population avait joué à la loterie nationale. Les gens savent vraiment où mettre leur argent. En effet, si on veut grimper au sommet de l'échelle sociale, il semble plus sûr de tenter sa chance à la loterie nationale que d'aller voter pour montrer son accord avec le FMI et l'OCDE...  
Freedom press international

## Royaume-Uni

Pop.	58 millions
Pop par km <sup>2</sup>	238
Index Développement Humain.	92
Inflation moy. 1989-94	5,1%
Princ Dest à l'export.	États-Unis (12,9%)
Déficit budgétaire.	-16,4 Milliard \$ (Position mondiale: 5)
Coût de la vie, Sept 1994	110 (New York = 100)

conditions de travail sont bien moins rigoureuses que dans les autres pays européens (...). Le travail supplémentaire, le travail en équipe et le travail le dimanche ne sont sujets à aucune restriction». Un certain Olivier Cadic, a suivi ce conseil et a bougé sa compagnie de Calais à Kent, économisant ainsi plus de un million de francs en paiement d'impôts. Il y en a d'autres comme lui, et ils n'ont pas attendu le parti du référendum.

## ÉTATS-UNIS

# The copwatch movement

## ou comment nous ne laissons plus les flics se balader seuls dans nos quartiers

COPWATCH, POUR LA PREMIÈRE FOIS, fut mis en place en février 1990 dans la partie sud de Berkeley, Californie, en réponse à la brutalité policière: cela dans la droite ligne des « copwatchers » les plus connus peut-être d'Amérique - le Black Panther Party basé sur Oakland et le mouvement pour la libération de la jeunesse de Berkeley.

Depuis 1990, d'autres projets de Copwatch ont commencé dans d'autres villes. Minneapolis fut le premier groupe d'ARA à mettre en place sa propre version de Copwatch. Et maintenant Copwatch est à Columbe et fait des vagues!

Actif et visible sur le territoire du campus d'OSU depuis les troubles policiers du 17 mai dernier des fêtes, des équipes de volontaires Copwatch se sont allés dans les rues pour faire ce qu'ils ont pu pour « protéger et servir », contrôlant l'activité de la police avec des caméras vidéo, et en informant la population du coin sur leurs droits.

Ce samedi soir là donc, un étudiant en criminologie d'OSU, Shammias Jones descendait High Street quand il vit la police anti-émeute alignée en travers de la 12<sup>e</sup> Avenue. Shammias avait une petite caméra vidéo. Il enregistra une partie des violences policières à distance puis se détourna et s'enfuit. Il fut attaqué par derrière par des agents qui le matraquèrent au visage, le jetèrent à terre, le cognèrent puis l'arrêtèrent. Ils prirent aussi la cassette de Jones et quand on la rendit finalement à son avocat la partie montrant le mauvais comportement de la police avait été effacée. Jones, qui est afro-américain, fut faussement accusé de trouble à l'ordre public et de résistance lors de l'arrestation.

Au tribunal il refusa une offre de la ville de retirer toutes les plaintes en échange d'une promesse de pas aller en justice. Après un procès de plusieurs jours, il ne fallu au jury, presque entièrement blanc, que quelques minutes pour déclarer Shammias innocent.

Chris Wisniewski et Walter Leake étaient aussi près de la 12<sup>e</sup> Avenue et de High Street ce soir là. Wisniewski a vu l'attaque contre Jones et s'arrêta pour en critiquer la violence. Alors qu'il poursuivait sa marche il fut lui-même attaqué et matraqué. Après quelques heures resté menotté, les flics le laissèrent simplement partir. La même nuit Leake fut matraqué par un agent. Tous les trois ont porté plainte en civil contre la police.

Depuis qu'ils ont commencé leurs « patrouilles-vidéo » dans la rue en automne, plusieurs copwatchers de Columbus ont été victimes des flics. Ces flics n'aiment vraiment pas être surveillés.

Le 13 octobre un membre de Copwatch a été arrêté alors qu'il filmait la police. La vidéo montre clairement qu'il obéissait aux ordres de la police. Le week-end suivant ce fut le congrès de ARA. Le samedi nous avons fait une marche contre la brutalité policière. Un nombre très important de flics de la police de Columbus - à pied, en voiture et même avec un hélicoptère - harcelèrent le groupe, arrêtèrent une personne pour avoir marché sur la rue et matraquèrent plusieurs d'entre nous. Ensuite le 27 octobre, trois volontaires de Copwatch furent inquiétés. Josh Klein fut arrêté pour avoir pacifiquement filmé en vidéo des agents. Puis Anne Pussell fut embarquée pour s'être plainte de la violence de l'arrestation. Finalement Trisha Sikora fut stoppée, interrogée et verbalisée pour avoir suivi le fourgon de la police qui amenait Josh et Anne à la prison! La plupart de ces accusations ont maintenant été rejetées et Copwatch demande à la ville de l'argent du fait des violations commises envers leurs droits.

Ces attaques ont de fait fortifié Copwatch et l'ont aidé à grossir. Des militants ont étendu le projet à d'autres endroits de Columbus en dehors des environs de l'Université. Peut-être bientôt des gens à travers toute la ville mettront en place des « patrouilles » Copwatch par eux-mêmes. Si les flics ne font rien de mal pourquoi devraient-ils être gênés du fait d'être surveillés. N'est-ce pas?

Une brochure distribuée par le Copwatch de Columbus inclut les déclarations suivantes: « Nous avons des caméras. Nous avons des avocats. Nous avons des personnes qui peuvent être vues, d'autres qui ne le sont pas. Nous surveillons les flics dès maintenant. »

Un membre a déclaré à Ara News: « nous nous développons dans beaucoup de directions - éducation, défense juridique, manifestation, surveillance. Nous ne serons pas censurés (des flics ont arraché des affichettes de Copwatch légalement placardées dans les environs de l'Université). Nous ne serons pas intimidés. Nous rendrons compte de la brutalité et des mauvais comportements de la police et nous tiendrons la police responsable de ses actions. »

Ara News  
ara@coil.com

## TURQUIE

### Condamnation d'un antimilitariste

Osman Murat like, premier objecteur de conscience turc connu, a été de nouveau condamné. Président de l'ISKD d'Izmir (association antimilitariste dissoute), il avait été condamné à six mois de prison le 28 janvier à Ankara pour avoir « tenté d'éloigner la population de l'armée ».

Son procès pour insoumission a eu lieu le 6 mars: il a été condamné à cinq mois de prison pour désobéissance, et est incarcéré à la prison militaire d'Eskisehir.

L'Union pacifiste appelle à son soutien.

UPF

SÉNÉGAL

# Création d'une nouvelle école populaire

**1** 995, MOUSSA DIOP, représentant d'A.U.P.E.J. (1) passe quelques jours à Bonaventure, petite école riche de matériel, de solidarité dont l'effectif total n'atteint pas la moyenne d'une famille sénégalaise. Et pourtant la magie de la rencontre inversera les rapports Nord-Sud habituels.

Bonaventure à partir d'un projet politique libertaire tente de renouer avec ce principe de l'autonomie d'un véritable mouvement social alternatif porté en leur temps par les mouvements ouvriers au début du siècle, les Bourses du travail ou la CNT en Espagne. Elle représente donc un enjeu politique et non pas une démonstration de ce que pourrait être une éducation de masse populaire. Sa structure pédagogique et institutionnelle (autogestion, création d'un réseau, contacts locaux et nationaux) est à la mesure du projet politique et non pas d'une réalité sociale (il s'agit dans ce cas d'une petite école rurale). C'est le projet qui porte une alternative dans le désert actuel.

A.U.P.E.J. a rompu avec toute aide de l'État (puisqu'absent) tout assistant – porteur de mort – est représentative de réalisations sociales populaires. Il était donc normal que les échanges soient fructueux, l'un et l'autre se complétant malgré les différences culturelles, économiques et sociales. A.U.P.E.J. fait ce que nous rêvons de devenir. Bonaventure crée – par l'expérimentation quotidienne – ce qu'A.U.P.E.J. ressent comme vital : une pédagogie s'appuyant sur la vie quotidienne, la citoyenneté, les échanges de savoirs, la totale indépendance de l'État et des subventions.

1996, une délégation de Bonaventure est invitée par l'ensemble des écoles alternatives sénégalaises. Les familles, les enfants, les animateurs d'A.U.P.E.J. accueillent chaleureusement les oléronais. Des contacts sont créés entre les enfants, entre institutions. Cette association éducative bien intégrée au quartier Fogny de Tivaouane s'organise de façon plus structurée : une trésorerie avec une école populaire. Les hommes et les femmes que nous avons rencontrés sont confrontés à une situation culturelle et économique désastreuse : tous bénévoles, sans argent, sans local, ils s'appuient sur leur savoir-faire, leur connaissance en matière professionnelle ou socioculturelle, se passe de l'aide de l'État qui a littéralement abandonné les populations en matière d'éducation.

Une école rurale, un centre culturel dans un quartier populaire, d'autres contacts avec d'autres expériences et peut-être enfin serons-nous capables d'élaborer une véritable charte d'éducation populaire alternative.

C'est pourquoi Bonaventure lance cet appel à la solidarité internationale (2). A.U.P.E.J. organise des actions éducatives gratuites,

s'adresse autant aux filles qu'aux garçons (cas assez rare qu'il nous faut souligner) à tissé avec nous de réels liens d'entraide, d'échange.

Nous nous chargeons de collecter les fonds et tout le matériel que vous désirez faire parvenir à cette association. Nous participerons au contrôle de l'attribution de cette aide et nous vous tiendrons informé de la naissance et de l'évolution de cette école alternative.

## Bonaventure

Chèques à l'ordre de Bonaventure. Matériel à envoyer à Bonaventure, 36, allée de l'Angle 17190 Chaucre. Saint-Georges d'Oléron ou à déposer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

(1) A.U.P.E.J. : Actions utiles pour l'enfance et la jeunesse.

Contre le système dominant excluant, elle a organisé depuis 1993, diverses activités :

- éducation et encadrement des enfants à travers des cours de renforcement et de suivi scolaire;
- une classe d'entraînement à la vie scolaire et sociale pour les enfants de trois à six ans;
- des cours de couture et de tricot pour les jeunes filles;
- des cours d'alphabétisation fonctionnelle;
- des ateliers de théâtre et d'animation culturelle;
- des excursions découvertes;
- des activités sportives.

Elle a mis en place le forum des enfants qui est un cadre de rencontre et d'échange. Elle organise des séances d'animation par le journal, la télé, et la vidéo, séances appelées média culture. Depuis le 16 juin 1996, elle a ouvert une bibliothèque nommée Bonaventure.

Le projet actuel d'éducation et d'encadrement prend en charge cinquante enfants âgés de trois à dix-huit ans. Quelques quatre cents élèves participent aux activités socio-éducatives et sportives.

A.U.P.E.J. s'est ainsi affirmée sur le terrain comme un outil indispensable devant permettre aux enfants et aux jeunes d'avoir un double pouvoir sur eux-mêmes et sur ce qui les entoure.

(2) Un appui financier de 94 000 FF est sollicité pour résoudre les difficultés actuelles et ainsi perfectionner le fonctionnement de l'association. Elle est à la recherche de moyens matériels et infrastructures ainsi libellés :

matériels	coût
acquisition et aménagement des locaux	25 000 F
meubler (bureaux, classes...)	10 000 F
fournitures scolaires	3 000 F
équipement des ateliers	
professionnels	15 000 F
machine à écrire ou ordinateur	7 500 F
photocopieur	6 000 F
appareil photo	2 000 F
caméra	3 500 F
téléviseur	2 000 F
vidéocassette	3 000 F
salaires annuels deux animateurs	12 000 F
divers	5 000 F
Total	94 000 F



## Fogny : une ruche d'expérience alternatives

**L**E SÉNÉGAL, DESTINATION vacances au soleil, c'est aussi un pays de 8,5 millions d'habitants frappé par la crise économique aggravée par la récente dévaluation du franc CFA et le renchérissement de la plupart des prix, sauf les produits agricoles locaux qui ont trouvé un débouché sur le marché sénégalais, les importations devenant inaccessibles à l'énorme majorité de la population.

### Un pays du sud

FMI et Banque mondiale aidant, les crédits sociaux se réduisent en peau de chagrin, ce qui entraîne la démission de l'État de tout investissement un tant soit peu social. Par exemple, dans les villages, la nomination d'un auxiliaire de santé dépend de la construction d'une case de santé, aux frais des villageois. Il en est de même pour les écoles dont la construction, l'entretien et l'équipement sont à la charge des villageois, l'État se contentant de nommer des volontaires de l'éducation, jeunes nommés à ce poste avec un niveau de seconde et une brève formation, et payés beaucoup moins qu'un instituteur titulaire (le « smic » est à environ 600 F par mois, en gros le salaire d'un volontaire débutant, alors qu'un enseignant gagne entre 1000 et 1500 FF)\*. L'État n'existe plus que dans le centre de Dakar, dans le milieu des affaires et les

quartiers chics, et laisse à l'abandon des pans entiers de la société.

La situation scolaire est catastrophique et se dégrade d'année en année. Sur 100 000 enfants en âge de rentrer à l'école, seuls 200 au maximum arriveront au bout de leurs études supérieures avec un diplôme de... chômeur. C'est sur ce terrain que peuvent se développer des initiatives locales reprenant des idées que nous ne désavouerions pas. Le projet d'école alternative d'A.U.P.E.J. dont nous avons rencontré les principaux acteurs en février doit voir le jour l'an prochain dans un quartier de Tivaouane (ville de 45 000 habitants située à 90 km au nord de Dakar) est la mise en pratique en Afrique des idées de Paul Robin ou de Sébastien Faure – éducation intégrale, mixité, « laïcité » (dans un pays où 90% des gens sont musulmans) – pour scolariser des enfants qui n'auraient pas, autrement, l'accès à l'école. Ce projet est le prolongement d'ateliers de renforcement ouverts le soir après les heures de classe et en direction des enfants victimes du double flux (la salle de classe est utilisée alternativement par plusieurs groupes, chaque élève n'allant qu'un jour sur deux ou trois en classe). Il est entièrement géré par les habitants du quartier, et, chose assez rare au Sénégal, on peut y observer la présence des femmes qui interviennent au même titre que les hommes, avec

une parole égalitaire. Ce projet doit par la suite se développer pour autogérer tous les aspects de la vie sociale, culturelle (théâtre existant déjà, radio...) et économique du quartier, en totale indépendance par rapport aux structures officielles qui ont perdu toute capacité d'intervention, sauf au niveau répressif, la cas échéant. A.U.P.E.J. a su réfléchir sur le nécessaire contrôle en prévoyant la création de structures extérieures (un « regard extérieur »).

### Des citoyens volontaires

Ce qui est surprenant pour l'occidental moyen ayant passé trois semaines au Sénégal, c'est la perception de la façon dont les gens portent le projet : pas de mendicité, des contacts ouverts avec la soif de savoir comment « nous, on fait » (nous étions là-bas dans le cadre d'un voyage éducatif avec des élèves du lycée autogéré de Paris), et, surtout, la présence des femmes, dans les discussions, dans les structures de gestion. L'apparition d'une éthique nouvelle, à l'opposé de l'attente humanitariste ou de l'assistantat. Un quartier qui se prend en charge pour gérer sa vie.

Jean-Luc Roubier

\* La plupart des classes d'alphabétisation organisées par l'État sénégalais sont financées par des gouvernements occidentaux tel le Canada.

IRLANDE

## « Employment Equality Bill » Si c'est l'égalité, l'évêque Casey est célibataire !

Le projet de loi pour l'égalité dans l'emploi (Employment Equality Bill) est régulièrement débattu à Leinster House. Le projet de loi interdit la discrimination au sujet de l'emploi sur neuf points. Cependant une concession majeure est faite aux autorités religieuses : la section 37 du projet exclut les travailleurs des « institutions médicales, éducatives et religieuses (...) » sous la direction ou le contrôle d'une corporation établie pour des buts religieux » des protections établies par le projet dans six des neuf points.

Cela donne de fait aux écoles et aux hôpitaux qui sont contrôlés par n'importe quelle Eglise le droit de discriminer sur la base du statut marital, du statut familial et parental, sur l'orientation sexuelle, la race, la religion ou l'appartenance à la Communauté des gens du voyage, si « ... la discrimination est essentielle au maintien de l'éthos religieux de l'institution ou raisonnable quant au but d'éviter d'offenser les sensibilités de ses membres ou clients. »

Ce projet, s'il passe, représentera un recul majeur pour l'emploi et les droits civils des enseignants, des infirmières et de toutes les autres personnes qui travaillent dans des institutions gérées par des religieux. Une majorité importante d'écoles primaires dans cet État sont contrôlées par l'une ou l'autre des Eglises et ce projet entérine cet état de fait, ouvre la voie à une discrimination massive de type religieuse. Ce n'est rien de moins qu'une législation discriminatoire et en tant que telle nous devons nous y opposer.

« Les enseignants pour le pluralisme dans l'éducation » (Teachers for Pluralism in Education) est un collectif mis en place l'automne dernier qui fait campagne contre le projet de loi. L'Organisation nationale irlandaise des enseignants (Irish National Teachers Organisation) a commencé avec retard à faire campagne du fait de la pression intense exercée par ses membres. Une pétition a été lancée et des militants dans le syndicat font pression pour une journée d'action.

Cette campagne doit être amplifiée et atteindre les autorités religieuses qui sinon consolideront leur position dominante et sectaire à la tête du système éducatif, or c'est bien à cela qu'il faut résister.

Gregor Kerr, militant de l'INTO (Irish National Teachers Organisation)  
Worker Solidarity, n° 50, Spring 1997  
W.S.M. PO Box 1528, Dublin 8, Irland  
<http://geocities.com/CapitolHill/2419>

CINÉMA

# Un instant d'innocence. Mohsen Makhmalbaf

**L**A TRADUCTION DE Num va Goldum serait « Pain et fleur ». C'est l'un des cinq films de Mohsen Makhmalbaf interdits en Iran, et son quatorzième long métrage. Élevé par une grand-mère pieuse dans un quartier pauvre de Téhéran où il est né en 1957, il devient adepte de la révolution islamique. Sous le Shah, il dut passer cinq années en prison. A cause de ce passé, il devient comme l'enfant chéri du régime et une sorte de cinéaste officiel de l'Iran des Ayatollahs. Mais il change, et voici comment il le raconte lui-même.

« Séquence 1 : cinq ans avant la révolution iranienne. A l'âge de dix-sept ans j'ai attaqué un policier pour le désarmer. Lui a eu un coup de couteau, moi j'ai reçu sa balle. Il fut envoyé à l'hôpital, moi dans une chambre de torture. Jusque là, j'étais un héros et lui un anti-héros. Comme on dit au cinéma "lui le gentil, moi le méchant..." Je militais pour la justice et la démocratie, c'est pourquoi j'avais besoin de son arme. Séquence 2 : quinze ans après la révolution. A trente-sept ans, afin de recruter les comédiens pour Salam Cinéma j'ai publié une petite annonce. Parmi les milliers de candidats, il y avait ce policier. Moi, déçu de la politique, je n'avais plus besoin de son arme; lui, par contre, avait besoin du cinéma !.. Grâce au cinéma, on peut essayer de se comprendre sans se battre. Séquence finale: dix-sept ans après la révolution. J'avais trente-neuf ans, avec ce policier, nous faisons un film, Num va Goldum. Nous disposons de deux caméras. Le policier se charge de l'une et moi de l'autre. Le but n'est pas de montrer l'un comme un

héros et l'autre comme un anti-héros. Nous cherchons tout simplement le secret de vingt-deux années perdues de notre vie. »

**Heike Hurst: Vous avez fait beaucoup de films sur l'espace urbain où vous employez le noir et blanc et la couleur de façon particulière. Avec Gabbeh et Num va Goldum, vous avez changé, de couleurs et de cinéma... Expliquez-moi l'emploi de la couleur et du noir et blanc.**

**Mohsen Makhmalbaf:** Je n'ai réalisé que deux films en noir et blanc. L'emploi de la couleur et du noir et blanc ? Ça dépend du message que j'ai à faire passer. Dans Les noces des bénis je veux montrer la laideur, quand le personnage de mon film est sous tension, alors la couleur disparaît. Je veux montrer que dans cette société, il n'y a pas de couleur, il n'y a pas de joie. Dans Il était une fois le cinéma, je voulais montrer l'archaïsme d'une époque, donc le noir et blanc est utilisé pour faire époque, parce que c'était un film sur l'histoire du cinéma iranien, donc c'est cet archaïsme que je voulais montrer. Les noces des bénis: le noir et blanc dans le film exprime la tristesse. Dans Gabbeh, l'éclat des couleurs, la beauté. Je voulais créer la joie de vivre.



se faire, c'est la vérité du film. La fiction qui se construit tout en étant derrière et devant la caméra, mon regard et le regard de l'autre réalisateur se croisent. Il y a le point de vue du policier et le point de vue... Non, enfin, c'est ma jeunesse qui regarde le policier.

**H.H. : Dans ce cas précis, vous avez travaillé à partir d'un scénario écrit ou avez-vous improvisé à partir de cette histoire autobiographique ?**

**M.M.:** J'ai toujours travaillé ou avec un scénario ou en improvisant. Dans ma vie, j'ai beaucoup écrit. Une trentaine de romans. En Iran, on me connaissait surtout en tant qu'écrivain. N'oubliez pas que de mes quatorze films, cinq sont interdits en Iran. Dont Num va Goldum. Ce genre de film très ouvert a même été interdit avant d'être vu !

Ça se détériore de jour en jour.

**Entretien réalisé à Locarno en août 1996 où Num va Goldum a été primé pour sa mise en scène.**

Close up de Kiarostami raconte l'histoire vraie d'un ouvrier imprimeur qui se fait passer pour Makhmalbaf à qui il ressemble physiquement, abuse une famille, parce qu'il veut faire un film et la famille aussi !

Close up Long shot, un film documentaire fait le portrait de cet homme, Sabzian, qui se fait passer pour un réalisateur avec lequel il s'identifie. Le film était au festival du réel. Le documentaire sera programmé par Arte.

**H.H. : Le rythme de vos films a changé. Avec Num va Goldum en particulier, on dirait qu'il y a une lenteur toute nouvelle ?**

**M.M.:** Dans les autres films je cherchais à frapper l'imagination du spectateur, à l'attirer, à captiver son attention, alors que là, maintenant, je veux l'amener lentement, l'entraîner avec moi pour le toucher profondément. Peut-être même entrer dans le cœur des gens.

**H.H. : C'est comme si vous aviez intégré dans le film une sorte de beauté au quotidien, permanente, tranquille...**

**M.M.:** C'est l'histoire de l'amour, donc, je veux faire parler leur cœur. Je suis à la recherche d'une beauté qui existe dans la nature profonde des humains et c'est ce que je veux faire sortir.

Num va Goldum est une histoire entre le réel et l'imaginaire; la passé et le présent.

**H.H. : Néanmoins, votre histoire, dans sa construction est assez proche de ce que fait Kiarostami dans son cinéma.**

**M.M.:** C'est lui qui a commencé. C'est lui qui a reproduit et raconté cette histoire qui m'est arrivée. Le film raconte mon histoire, le Makhmalbaf dans le film, c'est moi. C'est bien vrai que c'est moi qui joue dans le film de Kiarostami (Close up), tout comme c'est moi qui ait attaqué le policier (Num va Goldum) et c'est moi Makhmalbaf, aujourd'hui, assis en face de vous. Je suis donc Makhmalbaf avec sa réputation qui se met à la place de Makhmalbaf dans le film, tout est mon histoire. Il faut revoir le film !

**H.H. : Dans Num va Goldum, on voit l'équipe qui film au travail. On retrouve en partie vos techniques, acteurs et collaborateurs**

de Salam Cinéma, par exemple l'acteur du Cycliste ?

**M. M.:** Oui, il est devenu acteur grâce au film. Il fait partie de mon équipe. Mais maintenant il voudrait réaliser lui-même des films, donc il n'a plus tellement le temps. Le tournage à l'intérieur du film en train de

## copinage

**Claire** est au Loup du Faubourg (21, rue de la Roquette, 75011) les 16, 17, 18, et 19 avril à 20 h 30 et le mercredi et le samedi à 16 heures pour les enfants (Millie Pomme). (100 F ; 40 F pour les enfants).

**Gérard André**, chante Brassens, Debronnkart, Aragon et d'autres encore au Théâtre Clavel, 3, rue Clavel, 75019 le 21 avril à 20 h 30. (100 F et 80 F).

## à la petite semaine

### L'épave

Dans l'un de ses textes, qui toujours prient le sens des valeurs, officielles ou non, à rebrousse-poil, Georges Brassens chantait l'histoire de poivrot jeté ivre mort sur le pavé par un bistrotier ayant préalablement encaissé la monnaie.

Tour à tour un va-nu-pieds, un étudiant, la femme d'un ouvrier et une « petite vertu » le dépouilleront de ses vêtements et de ses souliers, le laissant nu sur le trottoir où seul un flic pépère le protégera du froid en le couvrant de sa pèlerine.

Nous vivions, concluait le poète, des temps bien singuliers...

En 1981, profitant du changement politique que l'on sait, les radios libres, réelles ou supposées, se multipliaient. Elles ne le furent que grâce au combat de quelques rares pionniers qui, des années auparavant, bravant tous les dangers, avaient choisi la liberté d'émettre sans l'autorisation des maîtres. Les fondateurs d'Ici et Maintenant étaient de ceux-là.

L'an dernier, pour quelques sales dérapages non contrôlés, cette station fut jetée comme on sait des ondes aujourd'hui surveillées.

Tour à tour, ceux qu'un minimum de solidarité aurait dû amener à épauler cette radio en danger s'en sont honteusement détournés, la laissant à poil et sans voix. On la croyait coulée, et voilà que le Conseil d'Etat vient de la sauver.

Une parole libre, bientôt, pourra de nouveau s'exprimer, qui ne devra rien aux fanfarons de la liberté d'expression.

Nous vivons des temps bien singuliers...

Floréal

## Retours aux sources

Gérard Caramaro. Le nom réveillera à n'en pas douter de plaisants souvenirs chez ceux qui, le premier septembre 1981 et ensuite, furent à l'écoute de Radio libertaire. Cofondateur de cette station, et alors militant du groupe du quatorzième arrondissement de Paris, il s'illustra notamment à notre micro dans une série d'entretiens demeurés inoubliables avec le professeur Henri Laborit.

S'il a cessé de donner de la voix, ce compagnon n'en a que mieux profité pour opérer un heureux retour aux sources de sa passion de toujours, l'écriture, la belle, celle qui fait effort pour s'offrir dans une grande beauté et qui refuse obstinément d'abdiquer face au style débraillé.

« Les noces secrètes », son premier roman publié, nous entraîne sur les lieux des amours premières du narrateur, en une région innommée, en qui les élèves assidus de l'école du dépistage des signes devraient reconnaître cette Bretagne où l'auteur vit le jour et connut ces premiers émois-là.

Cet autre retour aux sources met en scène trois personnages. Le narrateur d'abord, on l'a dit, qu'une magnifique entrée en matière nous montre tout empreint du souvenir de cet amour plein dont il va se mettre en quête. La « meilleure part » de lui-même, ensuite, cette femme au prénom de lumière, pirate de rencontre que le temps qui passe pourrait avoir assagi mais qui reviendra sur ces lieux de mémoire aimante aussi indomptée que le souffle du vent qui l'y accompagne. Marzin, enfin, personnage central, homme des sources et des clarières, déjà complice, nague, de l'amour tout neuf de ces enfants amenés à se revoir, bien des années plus tard, aidés en cela par le savoir et la magie de ce bonhomme étrange, aux propos parfois remplis d'un apparent mystère qui alimente, conduit l'intrigue et permet un sens, un lien d'entre les choses à ce monde.

Ces « Noces secrètes », premier écrit réussi de notre ami Gérard Caramaro, sont aussi poésie, chants de rivière et folle liberté du vent et des amants. La langue est belle et nous dit que l'amour est beau.

Floréal

Les Noces secrètes. Éditions du non verbal. 140 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

# Parlons cul

(Contre l'hypocrisie puritaine)

IL EST RARE QU'UNE JOURNALISTE écrivant dans des périodiques aussi conventionnels que le *New Yorker*, *Harper's Magazine*, la *New Republic* ou *Vogue* propose à la lecture un livre original, agréable et instructif.

Quand de plus, cette plume s'affirme « féministe », le pire est à craindre, pas tant sur la forme que sur le fond : la littérature qualifiée de féministe (une forme de sexisme à la mode depuis la fin du siècle dernier) se résolvait souvent en un salmigondis pleurnichard, languedebotésque et banalement réformiste (La plate-forme des dernières assises, publiée la semaine dernière dans le *Monde libertaire* en est un bel exemple).

Aussi quand une exception se présente, ne pouvons-nous manquer d'attirer l'attention de nos lectrices et lecteurs.

Notre environnement quotidien est profondément imprégné de sexualité sous toutes les formes possibles et imaginables.

Cependant, contrairement à ce que prétendent les esprits chagrins, cela n'a rien à voir avec une particulière décadence dont serait affligé le XX<sup>e</sup> siècle.

En effet, depuis la nuit des temps, l'être humain (les hommes aussi bien que les femmes) n'a cessé d'être préoccupé, sinon obsédé, par le sexe.

Dans le même temps, une répression systématique s'est acharnée longtemps sur tout ce qui pouvait être considéré comme du plaisir, par principe intrinsèquement pervers. Dans l'Amérique du milieu des années 90, cette vision puritaine où la peur le dispute à la honte et que l'on croyait appartenir au passé, a été reprise, avec une vigueur nouvelle, par une étrange coalition dans laquelle se retrouvent les intégristes religieux de droite et les intégristes du féminisme se proclamant de gauche, dites « les nouvelles victorienes ». C'est contre cette dictature de « l'ordre moral » grâce à laquelle le « harcèlement sexuel » est devenu un délit majeur et regarder avec légèreté trop d'insistance une femme (ou un homme) peut conduire en prison que s'élève Sallie Tisdale.

A contre-courant de la tartuferie ambiante menaçant après les États-Unis de gagner l'Europe, ce livre est une apologie jubilatoire du plaisir sexuel y compris des formes habituellement condamnées comme la pornographie ou le S.M. Cette salutaire réhabilitation, un rien provocatrice, du sexe s'appuie à la fois sur l'expérience personnelle de l'auteur et sur une réflexion historique, politique, sociologique aussi bien que psychologique. C'est un texte clair et direct qui aborde la sexualité sans complexe ni jugement sur les comportements, un parfait exemple de la pensée développée par la nouvelle génération des féministes américaines.

Alain L'Huissier  
(alain@mintelorama.com)

Parlons cul (Contre l'hypocrisie puritaine), Sallie Tisdale, éditions Dagorno, 120F, en vente à la librairie du *Monde libertaire*.

## RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

jeudi 17 avril à 20h 30 :

Microclimat recevra Thierry Meyssan du Réseau Voltaire.

vendredi 18 avril à 13h 30 :

Pensée à débattre recevra Gilles Torjam et Charles Mallompre à propos de « L'art de la guerre de Sunztzu ».

vendredi 18 avril à 19 heures :

L'invité vendredi débattre avec Miguel Benasayag de « Psychanalyse et philosophie ».

samedi 19 avril à 11h 30 :

Chronique syndicale sera consacrée à la marche européenne contre le chômage.

dimanche 20 avril à 20h 30 :

Jazz en liberté programme John Coltrane quartet (1960) ; Steve Lacy trio (1996) ; Archie Shepp sextet (1981) ; Nelly Pouget quartet (1991).

dimanche 20 avril à 24 heures :

L'Harmonie du monde spécial musique de films : Georges Delerue ; Alessandro Cicognini ; Gérard Shurmann ; Léonard Rosenman.

mercredi 23 avril à 20h 30 :

Ras les murs recevra maître Jean Lafon.

## LECTURE

# Le livre du crétin. Franz Jung

FRANZ JUNG ÉTAIT un écrivain expressionniste allemand d'avant la première guerre mondiale avec son *livre du crétin* qu'il écrit en 1912 à 24 ans, mais c'était aussi un anarchiste qui ne mettait pas la littérature au premier rang de ses occupations.

Au contraire, en 1919, il poussera plutôt les intellectuels à aller dans les usines pour comprendre les ouvriers et les aider à réaliser le socialisme.

Et dans ces quatre histoires qui composent le recueil – mais leur ton est si violent qu'elles n'en font qu'une de la première ligne à la dernière, et le personnage qui les enjambe est la vie-même – c'est, derrière les conventions honnies d'une société bourgeoise pourrissante, l'humain à l'état brut que le jeune Franz Jung fait surgir, tumultueusement et avec un art qui réduit au silence tout ce qui s'écrira après. Comme cette histoire qui se passe au café du Dôme où des messieurs écoutent la lecture faite par l'un d'eux d'un texte, tandis que passe dans la rue une femme qu'ils connaissent tous. Juste au moment où les deux héros du récit lu à haute voix vont casser les reins à un chat, les imaginations des auditeurs et leur propre apparemment anodins s'enflamment sur la silhouette qui disparaît. Il ne faut pas en dire plus, de cette structure du récit, brutale et artistique où l'existence et l'anecdote effroyable se bousculent.

Les exagérations sont partie intégrante de ces histoires, les outrances, par à-coups, par faux mouvements, sursauts qui débusquent des vérités, à savoir que sous chacun de nous, sous chaque bourgeois un crétin se cache. Le crétin, c'est aussi la « créature », c'est celui qui voit sans avoir besoin de connaître les tenants ni les aboutissants. C'est aussi nous tous, et plus encore. Plus qu'un personnage, c'est une antivision du monde ; il est partout chez Jung, on le trouve accroché aux contextes les plus contradictoires, et de préférence aux passages du plus grand pathétique.

### Boisson et brutalité

Des histoires de buveurs qui tapent sur la femme parce qu'ils sentent qu'ils ont en elle « à tuer plus d'un prédécesseur ». Et puis parce que ça fait du bien. Et puis parce qu'elle aime ça, comme on sait. Mais plus encore : les ivrognes d'outre-Rhin sont des ivrognes métaphysiques, ils posent la question ultime : « Qu'est-ce que tout cela signifie ? »

La femme au demeurant n'est pas démunie. Face aux crétins Franz Jung construit avec elle un personnage qui fait d'eux des pantins, grâce à son instinct des situations, à son charme et à son ignorance des préjugés.

Elle veut juste vivre, Emma Schnalke, et c'est le récit de ses tocades aussi imprévues que les coups que lui distribuent les amants de passage...

Ces coups, elle sait les rendre et en donner aussi sans attendre, en vraie vamp. Elle n'est nulle que quand elle a pitié, et son vocabulaire s'en ressent. Il est alors question de « honte » et de « bonté ». Franz Jung le dit d'ailleurs : « (...) la pitié nous éclabousse, la maudite pitié qui fait de nous des aveugles et des crétins vaniteux. »

Mais la langue du crétin est aussi la langue de l'innocence brutale que Jung arrive au fond à faire parler par tous ses

personnages, « bons » ou « mauvais », langue bien assise sur cette particularité germanique du neutre, du ça, du « quelque chose » moins habituelle au français : « C'est égal, complètement égal... Elle a besoin de ça ». C'est la « litanie du ça » comme dirait un auteur allemand contemporain, Enzensberger. Et Lichtenberg disait déjà « ça pense », bien longtemps avant Groddeck dans son *Livre du ça*, et Freud. Ailleurs, et dans le même registre : « Quelque chose monta en lui... »

### Un roman idéologique

Cette langue de l'inconscience brutale a, heureusement pour nous, trouvé son traducteur en Pierre Gallissaires qui a su ne rien raboter des aspérités allemandes dans le texte français.

Nous ici, on penserait un peu à Zola, mais c'est plus dur que Zola car le texte de Jung expose à partir du ça, justement. Chez Jung, ce ne sont pas des histoires de famille, les textes trimbalent des bouts de biographies sanglantes et sans suite et courent après des personnages qui s'enfuient comme des « maudits » dans des « rues sans joie », bien

avant les films des mêmes noms, et nous font halluciner sans qu'il soit besoin d'écran.

Cette histoire et les autres du même livre fêtent le triomphe d'une force qu'on peut aussi bien appeler l'amour, et qui désorganise l'univers bourgeois, là aussi on est forcé de penser au film de Joseph von Sternberg, l'Ange bleu avec Marlène Dietrich, tiré du roman d'Heinrich Mann.

Autant et plus qu'en France la société allemande de l'époque, avant 14, était corsetée de conventions autoritaires, totale obéissance à l'école, dressage à l'armée, femmes clouées au foyer par les trois K : Kinder, Küche, Kirche (en français les trois G : les gosses, la grille, le goupillon).

Mais la vie, toujours, se venge, et Franz Jung, l'anar, s'en fait ici le chancre cruel. Ce *livre du crétin* n'est rien moins qu'idéologique, c'est la vie toute crue qui l'écrit plus indomptable que la mort, c'est le Livre crétin par excellence.

Marie-Simone Rollin

Franz Jung. *Le livre du crétin*. Précédé de *Variations sur l'autre guerre* de Philippe Ivernel. Titre original : *Trottelbuch*. Édition Ludd. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 85 F.

## Bavure plus récidive

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans le *Monde libertaire* du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites du ministère de l'Intérieur. Des policiers y étaient qualifiés de « parents douteux »... Nous allons vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...

Il y a des fois où la justice et la police ne sont pas copines. Allez savoir pourquoi, pour une fois, la police n'a pas eu le dernier mot. En effet, le *Canard enchaîné* rapporte dans son numéro du 1<sup>er</sup> novembre 1995 qu'un « haut magistrat de la cour d'appel de Paris (a) adressé par ordonnance une volée de bois vert au préfet de police de la capitale. Ce dernier est accusé de détention arbitraire, violation d'une décision de justice et dissimulation de documents ». Fichtre.

Gageons que le Steur a eu le bras suffisamment long pour... essuyer sa bavure.

L'histoire est la suivante : un algérien contre lequel un arrêté de reconduite à la frontière est prononcé « fait appel et, le 23 octobre, le président de la 11<sup>e</sup> chambre de la cour, Philippe Texier, ordonne sa mise en liberté. »

Mais le préfet de police, au lieu d'exécuter la décision de justice, récidive. Pas moins de quatre heures après la décision du juge Texier, il renvoie le malheureux au trou et c'est en toute illégalité qu'il signe à nouveau un arrêté de reconduite à la frontière. La galère repart à zéro pour l'Algérien persécuté qui est remis en centre de rétention. Il refait appel et, comble de malchance pour le haut fonctionnaire de police dissimulateur, le dossier revient le 26 octobre vers... le même juge ! « Le quel découvrir que le préfet [de police] s'est ouvertement payé sa tête »... L'Algérien concerné aura sans doute bénéficié – pour une fois – d'une guerre entre un magistrat et un préfet de police puisque la deuxième ordonnance du juge Texier est copie conforme de la première : (re)mise en liberté pour le quidam !

Le juge, dans cette ordonnance, « rappelle sa précédente décision de mise en liberté... [il] constate aussi que le préfet a oublié de joindre au dossier la première décision. « Non content de violer une décision judiciaire, écrit-il, le préfet de police a tenté de tromper la justice en présentant un dossier incomplet. »

Décidément, quel que soit le grade, on dirait que la fonction [de police] est bien salissante : on s'en fout plein les mains à force de baver et hop, il s'en faut d'un rien pour que le stylo dérape et nous signe deux fois de suite une reconduite.

A la semaine prochaine pour de nouvelles aventures, en direct des fonctionnaires « baveurs ».

Le fouineur

Chronique des bas-fonds

# La prison à domicile

UN PROJET DE LOI A ÉTÉ adopté le 25 mars à l'Assemblée nationale sur le bracelet électronique aussi appelé « prison à domicile ». Il s'agit d'un bracelet connecté à un récepteur-émetteur placé chez le condamné et lui-même relié à un ordinateur, cela permettant à l'administration de surveiller un détenu qui aura le « loisir » de se déplacer dans un rayon de quarante-cinq mètres, chez lui, et pendant les heures assignées par le juge. Bien entendu, toute sortie du périmètre équivaut à une évasion. Ce système est déjà appliqué aux États-Unis, au Canada (Colombie britannique), en Suède et depuis peu aux Pays-Bas. En réalité, on peut dire qu'en Europe, cette pratique est encore expérimentale; elle ne concerne qu'un petit nombre de prévenus (Pays-Bas: 166, Suède: 55). Ces prévenus sont essentiellement des « petits délinquants », en Suède, ce sont des coupables d'alcoolémie au volant. Le but de cette loi est de

désengorger les prisons françaises surchargées à 120 %, soit 59 000 détenus pour 49 000 places.

Comme un changement radical de société n'est pas à l'ordre du jour dans les projets gouvernementaux, ou plus simplement une politique ambitieuse de prévention et d'assistance médicale pour la toxicomanie ou l'alcoolisme, les sphères du pouvoir prévoient de condamner différemment, mais toujours condamner, et peut-être plus.

Les auteurs du projet de loi ne se place donc pas dans une perspective de baisse de la criminalité. Ce qui les préoccupe, ultralibéralisme oblige, est d'obtenir une faible augmentation des coûts de la répression, voir une baisse. Or, cette nouvelle méthode reviendrait cinq fois moins cher que l'emprisonnement classique.

La presse a peu fait écho des débats sur ce sujet, et pour cause, peu de politiciens se sont prononcés contre ce projet, les rares critiques sont restées « molles ». Nos chers députés de la gauche, PC-PS, se sont abs-

tenus lors du vote. Julien Dray (gauche socialiste) a cité les déclarations du patron Loïc le Floch Prigent traumatisé par son séjour en prison. En même temps qu'il dénonçait le peu d'humanité dans le système carcéral, il s'inquiétait que ce système ne s'applique qu'aux délits financiers. Seul Hage, député communiste, a fait un rapprochement avec le boulet du forçat. Pour la droite parlementaire, le bracelet électronique est un moyen de « sauvegarder la dignité de l'individu », pour Toubon, c'est « une peine de l'an 2000 »!

## Un progrès ?

On le voit bien, et le contraire eût été étonnant, la philanthropie n'est pas à l'origine de ce projet de loi, c'est encore et toujours l'économie libérale. Pour les libertaires, il convient de s'interroger si c'est un moindre mal, un faible progrès et par ailleurs, l'un n'empêche pas l'autre, s'il n'y a pas de graves risques de dérives (sur ce plan simplement

technologique, le *Canard enchaîné* du 9 avril 1997 nous révèle qu'aux États-Unis sont utilisés pour les prisonniers des ceintures électroniques avec décharges électriques).

D'après Picotin, rapporteur de la loi, « la personne placée sous surveillance électronique n'est en aucun cas maîtresse de son emploi du temps, préfixé par le juge avec le souci d'occuper au maximum le condamné ».

Néanmoins le danger le plus important vient du fait que tous les délits jusqu'à présent non condamnés ou alors avec sursis, le soient désormais en prison ferme sous la forme du bracelet. L'hésitation de certains juges à « donner » du ferme, notamment pour la possession de substances illicites risque de disparaître.

La science et l'image de progrès qu'elle véhicule nous fait souvent passer ces innovations, dans l'imaginaire collectif, comme un mieux.

D'un côté le bracelet électronique (« prison à la maison »), de l'autre, le terminal ordinateur (« travail chez soi »). La motivation de l'État et les patrons reste à la baisse des coûts, pas plus de prison, moins de bureau... La logique ultralibérale veut que les prisonniers soient un moindre coût pour l'État, d'où des dérives certaines du système carcéral, déjà présentes dans beaucoup de pays. Le bracelet électronique, outre son caractère économique, procède de la volonté du contrôle des individus.

Cyrille Gallion

## Jours ordinaires dans les maisons d'arrêt de la région parisienne.

NOUS SOMMES EN février 1997, il fait très froid sur Paris et sa région. En prison, le midi une viande froide est servie accompagnée de mayonnaise.

Quelques heures après, plusieurs détenus se plaignent du ventre et ont des diarrhées.

Malgré l'avis des médecins, l'administration pénitentiaire considère que cette « intoxication est bidon ».

Le premier week-end de mars 1997, la mayonnaise ne fait plus partie du menu. Mais se sont des steaks en sauce. Que se passe-t-il entre le samedi et le dimanche: trente-quatre consultations pour des fortes fièvres et des diarrhées. En fait, la mayonnaise avait tourné et les steaks étaient avariés! Le cuisinier civil, alerté par un détenu, lui a répondu: « Tait-toi et fait les cuire »!

L'administration pénitentiaire n'a rien à déclarer. En prison, c'est mange et crève.

Nous sommes toujours en mars 1997, un détenu a le malheur d'avoir une crise due à une sciatique. Il demande au médecin de garde s'il peut lui prescrire une série de piqûres. « Impossible, lui fut-il répondu. Il n'est pas prévu ce genre de soins pour une sciatique. En plus, il faut faire des économies ».

Trois jours après, il put avoir du « Doliprane et du Décontractil ». Deux semaines plus tard, la douleur étant toujours persistante, un autre médecin diagnostiqua un lumbago aigu, et prescrivit une radio.

L'administration pénitentiaire n'a toujours rien à déclarer. En prison, c'est marche et crève.

Deux détenus, une nuit pris de panique, à l'annonce qu'un de leur codétenus à un cancer de la peau. Ils commencent à balancer les planches des étagères par la fenêtre et mettent le feu à leur matelas en mousse.

Une énorme fumée noire se dégage par la fenêtre, les trois détenus crient: « au secours, on brûle ». La fumée noire se répand dans le couloir et les cellules proches.

Les autres détenus se mettent à taper dans leur porte et appellent le surveillant de garde. Celui-ci, de son micro leur a crié: « arrêtez votre bordel, allez-y tapez ».

Au bout d'un certain temps, il s'est rendu du compte de la situation. Il est allé chercher le brigadier-chef, qui lui seul à les clés des cellules la nuit. À l'ouverture de la porte, l'appel d'air a fait redoubler la violence des flammes. Il referma la porte.

Les matons furent incapables de faire fonctionner les extincteurs. Les pompiers sont arrivés quarante-cinq minutes plus tard... Et, la cellule fut de nouveau ouverte. Ils y découvrirent trois corps calcinés... Deux sont décédés, le troisième a été hospitalisé dans un état très grave.

L'administration pénitentiaire n'a rien à déclarer. En prison, c'est brûle et crève.

Ras-Les-Murs

## La secte à roulettes

C'est jaune et ça a des roues, qu'est-ce que c'est? Ce n'est pas un taxi, ce n'est pas un canari à bicyclette, ni un citron pressé, c'est un autobus sous le soleil de la place de la République, à Paris. Ça s'affiche aux couleurs des vacances. Derrière les vitres propres, je devine des corps, à moins qu'il ne s'agisse que de mannequins. C'est propre, bien brique; ça a la clarté d'un bloc opératoire avant que le sang gicle. Me voyant approcher, lors d'une de mes sempiternelles dérives urbaines, de ce sympathique véhicule, une jeune humaine bien faite me fait signe et me tend une feuille de papier sur laquelle fourmillent des mots (en petits caractères) et des cases à cocher. « C'est un test de personnalité », me dit-elle. Pourquoi pas, après tout. Cela ne me fera pas plus de mal que quelques années de divan.

Mais, voyons... où suis-je donc? Reculant d'un pas, je découvre un livre géant peint sur un des côtés de ce véhicule printaniers: « Dianétique », c'est écrit sur la couverture. Au début, je ne comprends pas. Ce mot ne m'est pas inconnu mais je n'ai pas l'habitude de ces mots étranges. Puis, tout d'un coup, ça me revient... Bien sûr! la dianétique, l'église de scientologie, une bouillie intellectuelle échappée de l'esprit vieillissant d'un auteur de science fiction... un attrape pauvres gens perdus dans un monde trop dur... une pompe à fric de plus...

Et ça pullule au centre de Paris! en 1997! et le bus est toujours propre! et les vitres sont toujours intactes! et les pneus sont à la bonne pression! et il n'y a pas d'attroupement, de manifestation, de sit-in, de mouvement de masse pour extirper ce furoncle du soleil d'avril!

Non, sans doute je dois m'être trompé. C'est un mauvais rêve. Personne ne laisserait une chose pareille se produire. Pourtant, en me réveillant, le lendemain matin, j'ai trouvé un questionnaire dans la poche de mon jean.

Ce bus ne contribuera pas à me réconcilier avec les transports en commun.

L'Atèle

Paris, le 12 avril 1997

<http://www.geocities.com/Paris/7645>

## A G E N D A

samedi 19 avril

**ALÈS:** Le groupe FA du Gard et Reflex appellent à une manifestation antifasciste à 15 h 30 à la Bourse du travail.

**PARIS:** Le syndicat de la communication de la culture et du spectacle de la CNT-AIT de la région parisienne organise une présentation de l'édition française de « La chronique passionnée de la Colonne de fer » avec Abel Paz à 16 heures au 33, rue des Vignoles. Libre parole et présence active des musiciens ayant participé au double CD « Buenaventura Durruti » de 18 à 22 heures.

**LILLE:** Enfouissement des déchets nucléaires. Quels Dangers? Quelles alternatives? Le Collectif meusien contre l'enfouissement des déchets nucléaires est l'invité du Centre culturel Benoît-Broutchoux à 15 heures, 1-2 rue Denis-du-Péage (M<sup>e</sup> Fives).

**FLORANGE:** Didier Daeninckx, Med Hondo et Charlie Bauer sont les invités de l'association Polar sur la ville à 20 h 30 au centre culturel La Passerelle. La soirée débutera par la projection du film « Lumière noire » et se poursuivra par le bistro littéraire. Entrée 30 F.

mercredi 23 avril

**NOISY-LE-GRAND:** Le collectif de vigilance dont fait partie le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise une réunion-débat sur le thème **les femmes et l'ordre moral** avec six intervenantes: Cadac, Planning familial, Ras l'Front, Turbulences, Réseau Volaire et une sociologue. Salle Gérard Philippe, centre ville à 20 h 30.

jeudi 24 avril

**MONTPELLIER:** Le groupe de la Fédération anarchiste organise un débat sur les **Systèmes d'échanges locaux** à 20 h 30 à L'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc.

vendredi 25 avril

**PARTHENAY:** Projection du film « Les médias et les illusions nécessaires » (avec Noam Chomsky) et table ronde à la Maison des cultures de pays à 20 heures.

**NÎMES:** Le groupe du Gard de la FA organise une réunion publique à 21 heures au Centre culturel Pablo Neruda (2<sup>e</sup> étage): tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le **Monde libertaire** sans avoir jamais osé le demander.

dimanche 27 avril

**TOULOUSE:** Le groupe Albert Camus organise une réunion publique à 14 heures salle du Sénéchal, rue Remusat: « Espagne, Mai 37: mémoires pour construire d'autres futurs ». Présentée par Edward Sarboni (FA, Perpignan), animée par Floréal Samitier et avec les témoignages de Alfonso Martorell, Ruan Sans-Sicart et Miguel Celma, anciens membres des milices confédérales de la CNT/FAI.

mardi 29 avril

**ROUEN:** Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organise une réunion publique à 20 h 30 à la Halle aux Toiles sur le thème « **Marxisme et anarchisme** » avec René Berthier.

mercredi 30 avril

**NOYON:** La coordination régionale antifasciste organise une réunion « **Le FN, un parti pas comme les autres** » avec Michel Soudais et Guy Konopnicki au théâtre de Noyon à 20 h 30.